

Protégeons vraiment les Français

Les assassinats odieux commis le 13 novembre dernier à Paris sont des actes de guerre : guerre contre notre République et sa devise « Liberté-Egalité-Fraternité », guerre contre cette « certaine idée de la France » à laquelle nous croyons.

Face à cette situation, la naïveté et l'angélisme ne sont plus de mise, le meilleur hommage que l'on puisse rendre aux victimes, c'est d'agir fort et vite !

Nous voulons une réponse appropriée à l'intérieur et à l'extérieur de nos frontières.

Il est urgent d'assurer la sécurité des Français en France, de gagner la guerre contre Daesh et d'éradiquer l'islamisme fanatisé de notre territoire.

En janvier dernier déjà, dès le lendemain des attentats de Charlie Hebdo, j'avais appelé le Président de la République à mettre en place l'état d'urgence et le rétablissement de nos frontières nationales.

Je n'avais malheureusement pas été écouté.

« DUPONT-AIGNAN veut l'état d'urgence et la suspension de Schengen »

LE FIGARO - 9 janvier 2015

Aujourd'hui, des mesures ont été prises. Mais elles ne seront efficaces que si, d'une part, elles sont réellement appliquées, et si, d'autre part, elles sont complétées. Et je réclame que 20 mesures d'urgence (lire en pages intérieures) soient prises pour défendre vraiment les Français.

La sécurité est un droit. Ne nous laissons plus faire !

Bien évidemment
Nicolas Dupont-Aignan.

Nicolas DUPONT-AIGNAN

Député-Maire d'Yerres (91)
Président de Debout la France



DEBOUT LA FRANCE
NI SYSTÈME, NI EXTRÊMES

www.debout-la-france.fr Tél. 01 69 49 17 37

PLUS JAMAIS ÇA !

- > Le PS et Les Républicains (ex UMP) ont voté ensemble les accords de Schengen et la suppression de nos frontières nationales
- > Ils ont diminué le nombre de policiers et de gendarmes :

	SARKOZY/PÉCRESE (2007-2012)	HOLLANDE/BARTOLONE (2012-2014)
Policiers et gendarmes	- 8 757 postes	- 1 965 postes
Personnels de la Défense Nationale	- 45 651 postes	- 20 879 postes
TOTAL	- 54 408 POSTES	- 22 844 POSTES

Certains le reconnaissent même...

« Le dernier gouvernement de droite a eu tort de supprimer une dizaine de milliers de postes de policiers et de gendarmes entre 2007 et 2012 »

Alain JUPPÉ, Ancien ministre UMP (LR),
le 18 novembre 2015 sur BFMTV

« Des élus locaux corrompus ont pactisé avec les voyous, les salafistes et les communautés pour avoir la paix »

Malek BOUTIH, député PS, le 13 janvier 2015 à LePoint.fr

LA SÉCURITÉ EST UN DROIT NE VOUS LAISSEZ PLUS FAIRE !



DEBOUT LA FRANCE
Avec NICOLAS DUPONT-AIGNAN

Nos 20 propositions pour protéger **VRAIMENT** les Français

1. Rendre vraiment efficace l'état d'urgence en permettant :

- La saisie des ordinateurs et téléphones portables lors des perquisitions
- L'assignation à résidence 24h/24 (au lieu des 12h/24 actuelles) avec bracelet électronique.
- Les contrôles d'identité par les policiers municipaux

2. La mise en détention immédiate des citoyens français de retour du djihad et la déchéance de nationalité pour les djihadistes binationaux.

3. Le rétablissement des frontières nationales et des contrôles à tous les postes-frontières.

4. Le recrutement immédiat d'agents administratifs pour permettre aux policiers et gendarmes, largement accaparés par les tâches de bureau, d'être présents sur le terrain.

5. Le lancement d'une opération d'envergure pour « nettoyer » notre territoire des armes de guerre infiltrées depuis vingt

années de laxisme et qui menacent chaque jour nos concitoyens : perquisitions et fouilles systématiques des habitations et des véhicules suspects, de jour comme de nuit.

6. Le rappel des milliers de réservistes de la police et de la gendarmerie nationale. Les armer et les doter de moyens de communication avec comme mission essentielle la surveillance du territoire.

7. L'équipement en moyens matériels qui manquent encore aujourd'hui à nos forces de l'ordre.

8. La création d'unités motorisées d'intervention rapide dans les grandes villes, à l'exemple de la brigade des voltigeurs de la Préfecture de Police, supprimée à tort.

9. L'autorisation des fouilles par tous les services publics de sécurité (police mais aussi sécurité de la RATP, de la SNCF) et par les services de sécurité privés, sous l'autorité des services de police officiels.

10. Renforcer les effectifs de la police régionale des transports et généraliser la présence d'agents de sécurité dans les gares.

11. L'instauration d'une vraie légitime défense pour nos forces de sécurité.

12. La révision de nos relations diplomatiques avec les Etats ambigus à l'égard de l'Etat islamique (Arabie Saoudite et Qatar) et la lutte contre Daech avec nos alliés (Etats-Unis et Russie notamment), avec des opérations d'envergure au sol.

13. La nomination de l'islamisme radical par son nom, pour bien identifier ce qui gangrène une partie de nos quartiers et prospère sur le terreau des trafics.

14. L'expulsion immédiate des imams radicaux qui prêchent la haine.

15. La fermeture des mosquées salafistes qui sont une honte pour la grande majorité de nos compatriotes musulmans alors que la Tunisie, pays musulman, a su prendre une telle mesure.

16. L'abrogation des lois Dati et Taubira : le parcours de la plupart des terroristes montre qu'ils ont bénéficié du laxisme judiciaire, comme ce kamikaze du 13 novembre, condamné huit fois et jamais incarcéré.

17. La création de 20 000 places de prison supplémentaires.

18. L'expulsion immédiate de tous ceux qui sont en situation illégale et dont la demande d'asile a été définitivement rejetée.

19. La Défense de la laïcité face aux comportements communautaristes.

20. Le rétablissement du service militaire ou civil de 6 mois pour tous les jeunes Français, seul moyen de ressouder notre jeunesse, mais aussi de repérer les apprentis fanatiques.

Plus d'informations sur
www.debout-la-france.fr

 **DEBOUT
LA FRANCE**
NI SYSTÈME, NI EXTRÊMES